

Question d'Europe
n°550
9 mars 2020

Françoise GROSSETÊTE

Pour une Europe de la santé Chronique d'une épidémie, crise sanitaire, perturbant fortement l'économie

Depuis plusieurs semaines, les jours se suivent marquant l'inexorable progression dans le monde du coronavirus SARS-COV-2.

Décelée en décembre 2019 - les premiers cas signalés remontent effectivement au mois de décembre - l'épidémie du Covid 19 s'étend désormais sur tous les continents, couvrant 98 pays. Seul l'Antarctique reste encore épargné.

Le 15 février dernier, le nombre d'infections confirmées en Chine occidentale était de 66 492 avec déjà plus de 1500 décès. La propagation du virus touche alors Taïwan, et pendant que la Chine voit ses chiffres exploser, le Japon lui aussi annonce qu'il est concerné, puis l'Iran, la Corée du Sud, Israël, le nord de l'Italie etc. ...tout ceci en quelques jours.

La Russie décide le 20 février d'interdire l'entrée des citoyens chinois sur son territoire.

Le 23 février, plusieurs pays ferment leurs frontières avec l'Iran. L'Italie frappée aussi met fin prématurément au Carnaval de Venise qui attire pourtant des milliers de touristes.

Suivent alors le Koweït, le Bahreïn, l'Irak, l'Afghanistan et Oman, pendant que l'épidémie se propage à grande vitesse en Chine, Corée du Sud et Iran.

Au fil des jours, des cas de coronavirus sont décelés dans les pays d'Europe et la France dès le 29 février reconnaît une centaine de personnes atteintes, puis l'Allemagne, la Suisse, les États-Unis, l'Australie, le Maroc, le Sénégal, l'Arabie Saoudite, la Tunisie et l'ensemble de l'Union européenne découvrent l'épidémie, en l'espace de deux semaines seulement. Le 4 mars, le Conseil européen informe des premiers cas positifs avec le coronavirus dans les institutions européennes.

Le 8 mars on constate que 98 pays sont touchés, la Bulgarie en Europe étant le dernier concerné. Parmi les plus atteints, restent bien sûr la Chine, la Corée du Sud, l'Italie et l'Iran. Toutefois aucune information ne permet de connaître la situation réelle en Afrique. Au total on estime plus de 100.000 cas dans le monde.

L'Italie décide alors de placer un quart de sa population en quarantaine jusqu'au 3 avril, dans le nord du pays sur une zone allant de Milan à Venise, son poumon économique, pour endiguer l'épidémie. Il s'agit pour l'instant de la mesure la plus radicale prise en Europe, dans le pays le plus durement touché.

La France, le 8 mars, toujours en phase 2, compte plus de 1000 cas avec 19 décès concernant essentiellement des personnes âgées ou fragiles.

Près de 900 entreprises ont demandé des mesures de chômage partiel selon la ministre du Travail, évaluant elle-même le coût de ces décisions à 52 millions €, cela pour soutenir les TPE et PME.

Autre conséquence : l'économie mondiale se grippe à son tour, cette épidémie de Coronavirus survenant à un moment où le rythme de la croissance est plus faible, laissant peu de marges de manœuvre.

Au choc sanitaire s'ajoute donc un choc économique amplifié par un phénomène de psychose de la société, créant une aggravation du cercle vicieux : maladie, répercussions économiques et sociétales, le tout en boucle infernale dont on ne peut pas prévoir les limites. Les mesures de quarantaine entraînant

des restrictions de déplacements et limitant les transports internationaux ont pour conséquence que la deuxième économie mondiale, la Chine, se retrouve au point mort. L'Europe découvre alors sa dépendance : quand la Chine tousse, la production s'arrête, entraînant une pénurie de pièces pour nos avions, nos automobiles, nos médicaments et les ports Chinois vivent au ralenti ... on peut craindre d'ailleurs que la croissance chinoise soit divisée par deux au premier trimestre 2020.

Les effets sont les mêmes en Corée du Sud, grand producteur de semi-conducteurs pour l'industrie mondiale.

Non seulement les usines sont désertées, mais les avions sont vides, les hôtels délaissés, les musées fermés, les manifestations d'ampleur annulées dans certaines régions. Le virus Covid 19 menace une économie déjà en convalescence, et si le coronavirus est moins dangereux que le SRAS, on constate dès à présent que les répercussions économiques seront plus graves.

Cette combinaison entre la crise de l'offre et le choc de la demande sont les pires ingrédients d'une crise majeure à l'échelle mondiale.

Début mars, la Présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen a affiché sa détermination à aider les Etats membres à coordonner leurs actions. Elle a présenté son équipe de crise composée des commissaires Janez Lenarcic (crises), Stella Kyriakides (santé) Ylva Johansson (affaires intérieures) Adina Valéan (transport) et Paolo Gentiloni (économie) en lui demandant d'apporter les meilleures réponses et leurs mises en œuvre pour faciliter la coordination entre États membres.

Les ministres de la Santé réunis le 6 mars ont insisté sur la nécessaire solidarité et l'indispensable échange d'informations entre États membres pour protéger la santé des citoyens européens. La commissaire Ylva Johansson a rappelé à cette occasion que « rien ne permet de dire que les États membres souhaitent un retour des contrôles aux frontières ».

Les jours précédents, des nationalistes en avaient profité pour réitérer leur volonté d'un souverainisme

pur et dur face à une panique qui serait planétaire.

Il est bon de se souvenir que les pandémies ont été nombreuses dans l'histoire de l'Europe, à une époque où les communications se faisaient plus rares et plus difficiles. La Peste noire au XIVème siècle a provoqué 25 millions de morts ! La fermeture des frontières n'est pas la solution.

Thierry Breton, commissaire au Marché intérieur, indiquait le 8 mars que cette crise coûtait « 1 milliard € par mois aux pays de l'Union du fait de ses conséquences sur le tourisme ». Il précisait aussi qu'il est trop tôt pour « qualifier l'ampleur économique de cette crise sanitaire mais que la préoccupation la plus immédiate est que les PME puissent passer le cap ».

Les places boursières ont connu des journées noires fin février, les Bourses dévissant de façon spectaculaire, traduisant les craintes pesant sur l'économie mondiale. Le FMI s'est prononcé pour des Plans d'urgence avec financement immédiat et en Europe, le commissaire en charge des crises a annoncé une aide de 232 millions € dans le but de freiner la propagation du coronavirus et soutenir les États membres.

La Commission européenne a mis en place une équipe de réponse au virus Covid 19 pour partager l'information, évaluer les besoins et les mesures à prendre.

Le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), installé en Suède, s'est imposé comme un rouage essentiel pour endiguer l'épidémie. Créé en 2004 après le SRAS qui avait provoqué une crise sanitaire mondiale, où les pays européens avaient réagi en ordre dispersé, Il précise d'ailleurs avoir repéré les premiers signes du nouveau coronavirus fin 2019 à la lecture des rapports faisant état en Chine de plusieurs cas de pneumonie sans origine déterminée.

C'est aussi la première fois que des chercheurs du monde entier travaillent nuit et jour à la recherche de nouveaux médicaments et d'un vaccin. La réponse sanitaire n'a jamais été aussi rapide et la coordination entre États aussi forte. Scientifiques, chercheurs, professions médicales, tous se coordonnent pour gagner la bataille contre le virus. C'est une véritable course contre la montre qui aura forcément une

influence sur l'organisation de nos soins de santé en Europe.

Plus que jamais, la nécessité de construire une Europe de la Santé devient une évidence. Lorsqu'il s'agit de protéger le citoyen, l'Europe doit être moins dépendante de pays tiers : 80% de nos médicaments, antibiotiques, vaccins sont produits en Chine. C'est une situation inacceptable, qui, une fois la pandémie résorbée, méritera réflexions et décisions concrètes. L'autonomie stratégique de l'Union passe par une Politique de Défense et de Sécurité commune indissociable d'une indépendance sanitaire, alimentaire, numérique, etc.

La mondialisation, avec la libération des marchés contribue, c'est certain à la propagation de la maladie mais elle oblige les décideurs politiques et économiques à s'entendre pour apporter les meilleures réponses. Il faudra faire appel à la responsabilité de tous et au sens de la mesure pour tirer les leçons de cette

pandémie. Cela nécessitera esprit de solidarité et volonté de mettre en place une politique industrielle européenne moins vulnérable et plus autonome.

Le coronavirus nous montre qu'il représente un challenge collectif et qu'aucun pays, selon les propos du commissaire Janez Lenarcic, ne peut l'affronter seul.

Il nous donne un nouvel éclairage sur ce que doit être à l'avenir une ère dite de « post globalisation ». Gageons que face à cette crise, comme dans le passé, l'Europe saura dépasser ses égoïsmes nationaux et démontrer sa vraie valeur ajoutée.

Françoise Grossetête

Ancienne députée européenne

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.